

Le ROC-03 a un nouveau directeur.

La table régionale des organismes communautaires de la région de Québec, le ROC-03, accueille son nouveau directeur général : André Gagnon. Monsieur Gagnon est en poste depuis le 7 janvier 2008. Avant son arrivée au ROC-03, il était, depuis 8 ans, directeur de Gîte Jeunesse. Bienvenue à André dans la grande famille des Troquistes! Par ailleurs, nous remercions chaudement Jérôme Côté, qui a assumé l'intérim du ROC-03, pour son implication à la Coalition.

La TROC Chaudière-Appalaches déménage.

Veillez prendre note que les bureaux de la TROCCA ont déménagé... de quelques portes. Dorénavant, les locaux de la TROCCA sont maintenant localisés au 13, rue St-Louis, bureau 202. Lévis (Québec).

Retrait de Geneviève Giguère du Comité communication de la CTROC.

La représentante de la TROC Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine à la CTROC, Geneviève Giguère, s'est retirée du Comité communication. Comme elle l'avait annoncé lors de la dernière rencontre nationale, la surcharge de travail et la grande implication de Geneviève l'oblige à rationaliser son investissement auprès de la CTROC. La Coalition remercie avec ferveur Geneviève pour son implication auprès du comité mobilisation. Nous sommes privilégié de continuer à profiter des compétences de Geneviève au sein du comité mobilisation et du comité ad-hoc sur la recherche argumentaire.

Un local permanent pour le Conseil québécois des gais et lesbiennes.

Afin de mieux répondre aux besoins de l'organisme le Conseil Québécois des Gais et Lesbiennes (CQGL) se dote d'un espace permanent, à Montréal, pour répondre aux besoins de ses membres. La permanence se situe au 4360, rue D'Iberville, bureau 105, Montréal (Québec), H2H 2L8.

Consultations sur les numéros de bienfaisance.

La Direction des organismes de bienfaisance de l'Agence du revenu du Canada, organise, à Ottawa, le 10 mars 2008, un forum de consultation des intervenants dans le secteur des organismes de bienfaisance. Selon la Direction, le forum sera une occasion de dialogue et de consultation entre les intervenants du secteur et la Direction des organismes de bienfaisance. Les interve-

nants fourniront des renseignements qui aideront la Direction à cerner les considérations en matière de planification, d'établissement des priorités et de prise de décision. La date limite pour s'inscrire à cette consultation est le 1er février 2008. Vous pouvez vous inscrire au Forum des intervenants du secteur des organismes de bienfaisance 2008 par courriel à Susan.Groundwater@cra-arc.gc.ca.

Une base de données sociales sur Montréal.

Le Socioscope, la toile sociale de Montréal, est une nouvelle base de données socioéconomiques disponible sur Internet. Les données sont présentées de façon interactive par un jeu de cartes et de tableaux qui touchent près de 50 indicateurs du développement social sur l'île de Montréal tels le revenu, l'espérance de vie, l'immigration ou la formation. Cet outil de travail et d'information a été réalisé par le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal, un comité de la Conférence régionale des élus de Montréal. Pour visiter le site Socioscope, rendez-vous à l'adresse : www.socioscope.qc.ca



Les étudiantEs des cycles supérieurs sont pauvres.

La Fédération des étudiantEs universitaires du Québec (FEUQ) vient de publier les résultats d'une recherche concernant la situation financière des étudiants inscrits aux cycles supérieurs dans les universités québécoises. Intitulée «Les sources et modes de financement des étudiants aux cycles supérieurs», la recherche démontre que les étudiantEs vivent une situation financière préoccupante qui nécessite un redressement. En effet, plus de la moitié des étudiants dépendent encore d'un emploi à l'extérieur pour subvenir à leurs besoins et près de quatre étudiants sur 10 accumulent une dette dépassant les 12 000 \$ à la fin de leurs études. L'enquête, réalisée en 2006 auprès d'un peu plus de 1600 étudiants dans 15 établissements, révèle par ailleurs que le revenu annuel moyen de la cohorte inscrite aux cycles supérieurs est de 19 000 \$. Si la plupart des étudiants parviennent à se débrouiller sans trop de mal, un peu moins du quart d'entre eux - 24 % - vivent dans la misère, expose l'étude. Ainsi, l'étude appelle à un financement public accru dans l'aide aux étudiants et se montre particulièrement hostile à l'égard du dégel progressif des frais de scolarité et des coûts afférents aux

études.

Les centres médicaux spécialisés : un début de privatisation du système de santé.

Le projet de règlement qui donne forme aux controversés centres médicaux spécialisés (CMS) inquiète vivement la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ). Dans un avis remis au ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, sa présidente accuse carrément le gouvernement Charest de vouloir en faire un outil de «privatisation sournoise». Publié à la fin novembre dans la Gazette officielle, ce complexe projet de règlement établit notamment la liste des traitements médicaux qui, à moins d'être offerts dans des établissements publics, «devront l'être dans des centres médicaux spécialisés».

Maison du partage d'Youville : financement de survie inopiné.

Le 20 décembre, la banque alimentaire montréalaise, la Maison du partage d'Youville, alertait les médias de sa disparition imminente. Il lui manquait 60 000 \$ pour couvrir ses frais jusqu'à la fin de mars. Trois semaines plus tard, plus de 75 000 \$ (dont 27 000 \$ trouvés par la députée du coin, Marguerite Blais) ont été amassés dans la foulée de la sortie publique de l'organisme.

Conflit entre le gouvernement fédéral et la commissaire à la sécurité nucléaire.

Les relations s'enveniment entre la grande responsable de la Commission canadienne de sécurité nucléaire au pays et le gouvernement conservateur. Le ministre fédéral des Ressources naturelles, Gary Lunn, menace de congédier Linda Keen pour s'être opposée à la remise en fonction du réacteur nucléaire de Chalk River, mais cette dernière réplique en accusant Gary Lunn de compromettre l'indépendance des tribunaux quasi judiciaires

FRAPRU : La crise du logement est encore aigüe.

Les familles ont de plus en plus de difficulté à se loger à un prix raisonnable au Québec. Pour le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), il n'y a qu'une solution, soit d'augmenter de façon significative le nombre de logements sociaux. Les 2000 unités de logement en deux ans annoncées lors du dernier budget du gouvernement du Québec sont loin d'être suffisantes pour répondre aux besoins criants en matière de logement social, soutient François Saillant, coordonnateur du FRAPRU. L'organisme propose à la ministre de prévoir, dans son budget qui sera présenté

au printemps, un plan d'investissement de cinq ans avec pour objectif la réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux. Il souhaite que le programme AccèsLogis soit reconduit et que son budget soit indexé au coût de la vie. Le FRAPRU estime à 700 millions de dollars par année le coût de ce plan de développement. Les récents rapports publiés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) révèlent que les taux d'occupation des logements pouvant accueillir des familles demeurent très bas même si la disponibilité des logements, de façon générale, est en légère hausse depuis un an dans les villes. À ces difficultés s'ajoutent les augmentations de loyer.

Une taxe pour limiter la production de gaz à effets de serre?

Selon un rapport d'un comité de spécialistes, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, commandé par le gouvernement Harper, le moyen efficace pour réduire la production de gaz à effets de serre (GES) consiste à faire payer les pollueurs. Le ministre de l'Environnement a fermé la porte à la perspective d'imposer une taxe aux producteurs de GES. La Table ronde reconnaît qu'il existe deux possibilités pour reconnaître un prix aux GES: soit imposer une taxe directe sur les émissions de gaz carbonique (CO₂) dite «taxe sur le carbone», soit imposer des quotas d'émissions à chaque secteur d'activité et laisser le marché développer un système d'échange entre les entreprises polluantes plus que permis et celles polluantes moins, ou alors une combinaison de ces deux mécanismes.



Selon Greenpeace, l'agriculture est une source importante de gaz à effets de serre.

Le rapport international, intitulé « Comment l'agriculture peut contribuer à la lutte aux changements climatiques », est le tout premier rapport qui documente dans le moindre détail les effets directs et indirects de l'agriculture sur les changements climatiques. Produit pour le compte de Greenpeace par le professeur Pete Smith, de l'Université d'Aberdeen, en Écosse, qui agit également comme l'un des principaux auteurs pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ce rapport montre que la contribution de l'agriculture aux changements climatiques (incluant la déforestation pour faire place notamment à des terres agricoles) est estimée entre 8,5 et 16,5 milliards de tonnes d'oxyde de carbone, ce qui correspond au minimum à 17 % et au maximum à 32 % de toutes les émissions de GES d'origine humaine. Toujours

selon ce rapport, la sur-utilisation des engrais est la cause première des émissions de GES dans le secteur agricole, ce qui représente chaque an à 2,1 milliards de CO₂. Les excédents d'engrais produisent des émissions d'oxyde nitreux (N₂O), 300 fois plus dommageable que l'oxyde de carbone en termes d'émissions de GES. Selon Greenpeace, au Québec, 8,3 % des émissions de GES sont le résultat des activités agricoles directes. On peut donc estimer qu'environ 15 % des émissions de GES au Québec proviennent directement et indirectement des activités associées à l'ensemble du secteur alimentaire.

Les étudiantEs reprennent leurs moyens de pressions.

Les étudiantEs membres du Groupe d'action et de sensibilisation au pouvoir étudiant (GRASPE) se sont barricadés, la semaine dernière, dans les bureaux de la rectrice de l'Université McGill afin de protester contre la décision du gouvernement du Québec d'augmenter de 500\$ sur cinq ans les droits de scolarité. Pendant ce temps, les étudiantEs de l'UQAM sont appelés à se prononcer sur un éventuel débrayage. Pour sa part, la fédération des étudiantEs de l'Université de Montréal (FAECUM) soumettra son plan d'action à ses membres dès cette semaine.

Le Conseil du patrimoine de Montréal réprovoie le projet domiciliaire « Griffintown ».

Le Conseil du patrimoine de Montréal veut arrêter le projet immobilier du Sud-ouest de Montréal. Selon son avis, le projet met en danger le patrimoine montréalais en planifiant la démolition de plusieurs bâtiments et la construction d'édifice en hauteur qui bloqueront la vue sur le Mont-Royal. Selon le Conseil, la ville de Montréal doit revenir sur sa décision de ne pas soumettre le projet à l'Office de consultation publique de Montréal.

TGV entre Québec et Windsor : la relance du projet.

Le Québec, l'Ontario et le gouvernement fédéral se sont mis d'accord pour étudier à nouveau la faisabilité de construire un train à grande vitesse entre Québec et Windsor. Cette étude sera réalisée au cours de la prochaine année et coûtera 2 millions de dollars. La réali-

sation d'un TGV, dont les coûts dépasseraient les 20 milliards de dollars, permettrait de réduire substantiellement les émissions de gaz à effets de serre. Notons qu'une telle étude fut réalisée en 1995 et estima qu'un TGV coûterait, à l'époque, 18,3 milliards de dollars. Par contre, les travaux de construction n'ont jamais vus le jour.

93% des usagers satisfait des services sociaux et de santé.

L'institut de la statistique du Québec révèle, dans une étude réalisée en 2006-2007, que 60% des usagers des services sociaux et de santé ont été très satisfaits des services reçus alors que 33% se sont déclarés assez satisfaits.



Boubou macoute de l'information : Revenu Québec récupère 170 millions \$ auprès des assistés sociaux.

En cinq ans, Revenu Québec aura récupéré 170 millions de dollars en recoupant les renseignements des banques de données des ministères et organismes pour coincer les fraudeurs à l'assistance-emploi. 26 196 dossiers ont été ouverts suite aux doutes soulevés par des déclarations des revenus qui ne semblaient pas répondre au train de vie des déclarants. Ce train de vie, appelé indice de richesse, se construit à partir de couplement de données recueillies auprès de 62 ministères et organismes québécois.

Nouvelle parution sur le site du SACAIS.

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) rend disponible, sur son site, un rapport concernant l'implication du gouvernement québécois dans le secteur communautaire. Vous pouvez trouver le document, intitulé *État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire*. Édition 2006-2007, à l'adresse suivante: <http://www.mess.gouv.qc.ca/saca>

Mort d'un pionnier de l'inter-culturalisme québécois.

Le grand défenseur du dialogue interreligieux depuis des décennies, fondateur de l'Institut interculturel de Montréal en 1963, le père Jacques Langlais est décédé cette semaine. Il avait 87 ans.

Sources : Société Radio-Canada; LCN; RDI; Cybersolidaire; Presse toi à gauche; Le Devoir, La Presse; Tour d'y voir; Réseau Vigilance; Coalition solidarité santé; Réseau Échec à la Guerre; TADAMON; L'Aut'Journal; Corus nouvelles.

ACTIONS EN COURS OU À VENIR.

Projet Rabaska : pétition.

Le gouvernement fédéral s'apprête à rendre sa décision concernant le projet Rabaska. L'Association des gens de l'Île d'Orléans contre le port méthanier vous invite à signer une pétition en ligne pour faire connaître à nouveau votre opposition concernant ce projet. La pétition, ainsi qu'une revue de presse concernant ce dossier, sont disponibles sur le site à l'adresse : <http://acpm.acio.qc.ca/>.

Conférence sur la situation en Bolivie.

L'Observatoire des Amériques et le Collectif d'information sur la Bolivie vous invitent à la conférence intitulée « Evo Morales : deux ans à la tête du gouvernement de la Bolivie. » Les conférenciers seront Jean Paul GUEVARA, Directeur de relations bilatérales du Ministère des Affaires extérieures de la Bolivie et Thomas KRUSE, Conseiller spécial du Ministre des Affaires extérieures de la Bolivie. Le tout sera modéré par Victor ARMONY, professeur au département de sociologie de l'UQAM. La conférence aura lieu le mardi 15 janvier 2008 de 14 h. 30 à 16 h. 30 à la salle A-1715 du Pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM.

Colloque sur les médias.

La Fédération nationale des communications de la CSN organise, le premier février prochain à Québec, un colloque intitulé « Médias et démocratie : Informer est-il encore d'intérêt public? » Pour en savoir plus sur ce colloque, visitez le site : www.fncom.org/colloque.

Lutte à l'homophobie tient son Assemblée générale.

Lutte à l'homophobie tiendra son assemblée générale annuelle le mercredi 16 janvier 2008 à 19h dans les locaux du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste au 780, rue Sainte-Clair. Venez en grand nombre participer à cet exercice démocratique fondamental qui fera le bilan de l'année 2007 et tracera les grandes lignes de l'année 2008.

Rapport Bouchard-Taylor pour la fin mars.

Malgré la somme d'informations à traiter, plus considérable que prévu, la Commission Bouchard-Taylor a toujours l'intention de remettre son rapport au premier ministre Jean Charest le 31 mars. La commission sur les accommodements raisonnables a reçu environ 950 mémoires l'automne dernier, mais aussi des centaines de témoignages des participants aux audiences et à une vingtaine de forums de citoyens.

POUR NOUS JOINDRE:

138, du Ravin-Bleu, Gatineau, Québec

J8Z 1X8

819-205-1399

Cell: 514-882-9978

coalition-trocs@sympatico.ca



Pour suivre quotidiennement l'**actualité communautaire** en profondeur, lisez le **Tour d'Y Voir**.

LE TDV, (819) 375-0484

Courriel: tdv@tdv.qc.ca

Site Internet: [Http://www.tdv.qc.ca](http://www.tdv.qc.ca)